

# « GRANDIR SOUS LA DICTATURE BIRMANE »

*La situation des enfants  
après 41 ans de  
pouvoir militaire en Birmanie*



CONFÉDÉRATION INTERNATIONALE DES SYNDICATS LIBRES

## **« GRANDIR SOUS LA DICTATURE BIRMANE »**

**La situation des enfants après 41 ans de pouvoir militaire en Birmanie. Rapport réalisé par Samuel Grumiau pour la Confédération internationale des syndicats libres (CISL)**

**Août 2003**

### **TABLE DES MATIERES**

Introduction	2
Quelques données et statistiques relatives à la Birmanie	3
Rappel historique : 41 années de dictature	4
Niveau de vie en Birmanie	5
La situation des enfants en Birmanie	8
1) L'enseignement	8
2) Le travail des enfants	15
3) Le travail forcé des enfants	18
4) La santé	19
La situation des enfants birmans en Thaïlande	22
1) Les Birmans de Thaïlande	22
2) L'enseignement des enfants birmans en Thaïlande	22
3) Le travail des enfants birmans	25
4) La santé	26
La situation des enfants birmans au Bangladesh	27
Conclusions	28

## **INTRODUCTION**

Ce rapport se concentre sur la situation des enfants birmans en Birmanie et dans leur principal pays d'exil, la Thaïlande. Il fait suite à deux voyages effectués en Thaïlande et en Birmanie pour y rencontrer des dizaines d'intervenants dans le domaine de l'enfance : parents, enfants, enseignants, médecins, syndicats, ONG, etc. Nous avons aussi eu l'occasion, tant en Birmanie qu'en Thaïlande, de visiter plusieurs hôpitaux, écoles et usines où travaillent des enfants. La plupart de nos interlocuteurs ont demandé de ne pas les citer nommément dans ce rapport car ils craignent pour leur sécurité. Nous les remercions tous pour le temps qu'ils ont bien voulu nous accorder, avec une reconnaissance toute particulière pour les personnes qui, en Birmanie même, ont pris des risques pour nous montrer la réalité de leur pays.

La population birmane est jeune : environ 42% des Birmans ont moins de 18 ans. La dictature militaire au pouvoir en Birmanie n'accorde pourtant aucune priorité au développement et au bien-être des enfants : elle consacre quasiment la moitié du budget de l'Etat à l'armée, ne laissant que des miettes pour des postes aussi importants que l'enseignement et les soins de santé, alors que le pays n'est soumis à aucune menace extérieure. La situation économique catastrophique résultant de la politique des différents gouvernements militaires qui se succèdent depuis des décennies en Birmanie oblige une large majorité des parents à compter sur le travail de leurs enfants pour nourrir la famille. Les pires formes de travail d'enfants sont répandues en Birmanie, que ce soit dans l'armée, la construction, le travail domestique, les mines ou ailleurs. Le travail forcé imposé chaque jour par les militaires à des centaines de milliers de Birmans n'épargne pas les enfants.

C'est pour fuir un contexte aussi difficile qu'environ 2 millions de Birmans ont choisi l'exil en Thaïlande. Seule une minorité d'entre eux a le droit de séjourner dans des camps de réfugiés, où l'accès aux soins de santé et la possibilité de suivre un enseignement sont assurés par des ONG. Les autres migrants survivent en travaillant pour des employeurs thaïlandais, avec des salaires nettement inférieurs aux travailleurs thaïlandais. En théorie, la Thaïlande ne reconnaît pas aux enfants de ces migrants le droit de s'inscrire dans ses écoles, même si en pratique, c'est parfois possible grâce à la compréhension de directeurs d'écoles et d'autorités locales. Quelques initiatives ont vu le jour au sein de la diaspora birmane de Thaïlande pour offrir à ces enfants un minimum d'enseignement via la mise sur pieds d'écoles informelles, mais elles ne sont pas en nombre suffisant.

Pour des centaines de milliers d'enfants birmans, que ce soit en Thaïlande ou en Birmanie, l'accès à une école et à des soins de santé de qualité restera un rêve tant que la dictature militaire de Rangoon ne modifiera pas radicalement sa politique. C'est la réalité vécue par ces enfants que nous nous proposons d'aborder dans ce rapport, sans toutefois prétendre à l'exhaustivité.

Notes :

- Lorsque nous parlons dans ce rapport de « population birmane » ou des « Birmans », nous désignons l'ensemble de la population de la Birmanie, y compris les ethnies minoritaires, qui peuplent surtout les régions frontalières.

- La dictature a modifié le nom du pays et de plusieurs localités. Son argument est qu'il faut se distancier davantage du passé colonial en rendant ces noms plus proches du birman courant, mais l'opposition démocratique n'est pas d'accord avec ces changements. « Birmanie » est ainsi devenu « Myanmar », « Rangoon », est devenue « Yangon », la ville de « Moulmein » est devenue « Mawlamyaing », celle de « Pegu » est devenue « Bago », etc. Dans ce rapport, nous utiliserons les noms recommandés par l'opposition démocratique, qui sont également plus connus au niveau international.

- Lorsque les montants sont exprimés en dollars, c'est du dollar des Etats-Unis qu'il s'agit.

## **QUELQUES DONNEES ET STATISTIQUES RELATIVES A LA BIRMANIE**

**Population** : 47 millions

**Capitale** : Rangoon

**Superficie** : 676.552 km<sup>2</sup>

**Nature du régime** : dictature militaire dominée par le SPDC (State Peace and Development Council, c'est-à-dire Conseil national pour la paix et le développement)

**Chef de l'Etat** : général Than Shwe

**Espérance de vie à la naissance** : 56 ans

**Taux d'alphabétisation des adultes** : 84,7 %

**Nombre moyen de personnes par famille** : 5,25 (statistique de 1997)

**PIB par habitant** : 1.027 dollars

**Mortalité infantile (1995-2000)** : 92,2 ‰

**Population urbaine** : 27,3%

**Monnaie nationale** : le kyat (1 dollar US = 6,2 kyats au taux officiel, mais entre 800 et 1.000 sur le marché noir au début 2003)

**Religions** : bouddhiste (85%), animiste (5%), chrétienne (4,5%), musulmane (4%), hindoue (1%)

## **RAPPEL HISTORIQUE : 41 ANNEES DE DICTATURE**

La Birmanie a obtenu son indépendance du Royaume-Uni en janvier 1948, après de longues négociations menées par le général Aung San, assassiné six mois plus tôt. Une démocratie parlementaire s'installe tant bien que mal, malgré l'activité de nombreux mouvements rebelles. En 1962, un coup d'Etat militaire mené par le général Ne Win renverse le gouvernement. Le nouveau régime engage son pays sur la « voie birmane du socialisme », qui entraîne une catastrophe économique et se double d'une réduction drastique des libertés. En 1987 et 1988, de gigantesques manifestations se produisent pour réclamer le départ de Ne Win. Celui-ci se retire en juillet 1988, mais trop tard pour que cesse l'agitation populaire. Les manifestations se poursuivent, notamment le 8 août 1988 (8/8/88), lorsque les militaires tirent dans la foule des protestants non armés. On ne connaît jamais le nombre de morts provoqués par cette folle répression, mais il se compte avec certitude par milliers. L'armée demeure au pouvoir et en septembre 1988, un « Conseil d'Etat pour la restauration de la loi et de l'ordre » (plus connu sous son acronyme anglais SLORC, pour « State Law and Order Restoration Council »), récemment créé, instaure la loi martiale. Il abandonne la « voie birmane du socialisme » et ouvre l'économie au secteur privé et à l'investissement étranger.

Des élections sont organisées en 1990, les premières depuis 30 ans. Elles débouchent sur une victoire éclatante du parti démocratique fondé par la fille d'Aung San, Mme Aung San Suu Kyi (la NLD - Ligue nationale pour la démocratie) qui, malgré une série de manœuvres des militaires, emporte 392 des 485 sièges à pourvoir. L'armée ne respecte pas ce verdict. Elle envahit les bureaux de la NLD et arrête ses principaux dirigeants. Dans les années 90, la dictature consolide encore son pouvoir en remportant d'importantes victoires sur les rebelles karen et môn le long de la frontière thaïlandaise, et en signant des cessez-le-feu avec dix-sept autres groupes ethniques armés. Aung San Suu Kyi se voit attribuer les prix internationaux les plus prestigieux, dont le prix Nobel de la Paix en 1991 mais, détenue en résidence surveillée, elle ne peut les recevoir en mains propres. En novembre 1997, un remaniement au sein du régime a transformé le SLORC en SPDC (State Peace and Development Council, c'est-à-dire Conseil national pour la paix et le développement), mais rien ne change dans la pratique. Si Aung San Suu Kyi a été libérée de sa résidence surveillée le 6 mai 2002, de nombreux membres du NLD demeurent emprisonnés, et les activités du parti sont très contrôlées par la junte.

## **NIVEAU DE VIE EN BIRMANIE**

Afin de bien se rendre compte des réalités décrites dans ce rapport, il est utile de se faire une idée du niveau de vie de la grande majorité des Birmans. Voici quelques exemples de revenus pour les travailleurs birmans adultes (au marché noir, 1 dollar valait entre 800 et 1.000 kyats début 2003) :

- Travail dans la construction : entre 700 et 900 kyats par jour
- Travail salarié dans l'agriculture : environ 1.000 kyats par jour
- Travailleur qualifié dans une entreprise privée : environ 50.000 kyats par mois
- Instituteur : entre 3.000 et 5.000 kyats par mois (selon le nombre d'années de service)
- Professeur dans l'enseignement secondaire : entre 6.000 et 8.000 kyats par mois
- Professeur de langues privé de qualité : de 20 à 25.000 kyats pour 18 heures par mois
- Médecin dans un hôpital public : de 8.000 à 15.000 kyats par mois
- Médecin dans un hôpital privé : entre 100.000 et 300.000 kyats par mois
- Pédaleur de rickshaw : entre 500 et 900 kyats par jour
- Chauffeur de moto-taxi : environ 1.000 kyats par jour
- Guide touristique : de 15.000 à 20.000 kyats par jour en anglais, environ 30.000 pour une langue moins courante

Voici quelques exemples de prix relevés en mars 2003 pour les marchandises de première nécessité :

- 1 kilo de porc ou de poulet : 1250 kyats
- 1 kilo d'huile de cuisson : 1400 kyats
- 1 kilo d'ognons : 125 kyats
- 1 kilo de sel : 125 kyats
- 1 œuf : de 15 à 20 kyats dans les provinces frontalières, 40 kyats à Rangoon
- 1 kilo de riz : de 200 à 400 kyats (selon la qualité du riz)

Nous avons demandé à de nombreux Birmans le budget qu'ils estiment nécessaire pour se nourrir modestement chaque mois. Les réponses varient entre 10.000 et 20.000 kyats par mois, à multiplier par le nombre de bouches à nourrir dans la famille. Comme une famille birmane se compose en moyenne de 5 enfants, les parents devraient gagner entre 50.000 et 100.000 kyats par mois pour nourrir convenablement leur famille. En comparant ce montant avec les revenus mentionnés plus haut, on comprend mieux les difficultés énormes des familles birmanes, d'autant qu'il faut encore se vêtir, payer les frais de scolarité (voir chapitre « Enseignement »), les éventuels frais médicaux, etc.

Pour donner une idée des frais médicaux, les Birmans nous disent qu'il faut compter entre 1.000 et 2.000 kyats pour une visite chez un médecin privé et quelques médicaments (de qualité variable) ou une injection. Une famille d'Onbingwin (Division de Tenasserim) a dû dépenser 25.000 kyats pour un accouchement dans un hôpital public. Un diplomate basé à Rangoon estime qu'il faut au moins 80.000 kyats pour un

accouchement dans un hôpital privé. Pour les opérations, le même diplomate dit que les Birmans doivent payer au moins 150.000 kyats dans un hôpital privé (et plus si c'est une opération compliquée), un étudiant de Rangoon nous a confié que son père a dû déboursier 700.000 kyats pour l'enlèvement de pierres aux reins dans un hôpital privé.

Une enquête menée en 1997 a montré que dans les 30% de dépenses des ménages non allouées à l'alimentation, les soins de santé arrivent en huitième et l'enseignement en neuvième position, loin derrière des postes comme l'habillement, la charité et les cérémonies religieuses. Les dépenses par personne des ménages pour les soins de santé et l'enseignement étaient malgré tout encore cinq fois plus importantes que celles du gouvernement.

Environ 70% de la population birmane vit dans les régions rurales. C'est là que l'on trouve l'essentiel des minorités ethniques (Karens, Karennis, Shans, Mòns, etc.). Ces populations rurales dépendent principalement de l'agriculture et du petit élevage pour leur survie. Beaucoup vivent dans la pauvreté, avec 70% des revenus du ménage consacrés aux dépenses de nourriture. L'accès à des soins de santé de qualité, à l'enseignement et à d'autres services sociaux est bien plus réduit que dans les centres urbains, et varie beaucoup d'une région à l'autre, les plus mal loties étant les zones frontalières. Le reste de la population vit dans les villes (Rangoon, Mandalay, etc.), où un petit nombre de riches côtoie la grande masse des pauvres, pour qui la survie est une lutte quotidienne. Ces derniers n'ont généralement pas accès à des installations sanitaires convenables, à l'eau potable ni à l'électricité.

A travers tout le pays, le gouvernement impose aussi aux paysans de lui vendre une partie de leurs récoltes à un prix nettement inférieur à celui du marché. Les quotas de produits à vendre selon ce système sont définis avant même la récolte. Ainsi, si un acre (0,4 hectare) de rizière peut produire de 30 à 40 paniers de riz (1 panier de riz pèse environ 23 kg) par récolte, le SPDC exige qu'on lui en vende 10 ou 12, à un prix de 5 à 10 fois plus petit que celui du riz sur le marché. Le gouvernement est censé constituer des réserves d'aliments et les distribuer en cas de coup dur, mais plusieurs témoins ont vu des camions chargés de riz traverser les frontières de la Birmanie, notamment côté bangladais, et supposent qu'une partie au moins des réserves est exportée par le régime alors que dans la quasi-totalité du pays, les habitants n'ont pas suffisamment de riz pour se nourrir à leur faim.

Le système injuste de vente des quotas à prix réduits a été maintenu cette année, alors que les inondations subies en octobre et novembre 2002, suivies par cinq jours de pluies continues en janvier 2003, ont considérablement diminué les récoltes. *« Ces inondations se sont produites dans d'autres pays, comme en Thaïlande, mais là, le gouvernement est intervenu pour aider les populations touchées, souligne Maung Maung, le secrétaire général de la FTUB (Federation of Trade Unions-Burma), un syndicat birman opérant depuis l'étranger. Rien de tout ça en Birmanie, au contraire : certains paysans sont battus cruellement par les soldats parce qu'ils ne peuvent pas leur vendre le quota décidé à l'avance. Que peuvent faire ces paysans sans défense dont les récoltes ont été détruites par les inondations ? Ils sont terrifiés car s'ils ne vendent pas au gouvernement le quota, ils risquent de perdre leur droit à exploiter leur terre. C'est un système idiot, ils font*

*comme si les récoltes des agriculteurs étaient prévisibles de la même façon qu'une production industrielle* ». Cette année, pendant que les hauts dignitaires du SPDC s'empiffrent dans de somptueux repas, des paysans ont été contraints d'emprunter de l'argent pour acheter le riz qu'ils revendent ensuite au gouvernement pour respecter leurs quotas.

## **LA SITUATION DES ENFANTS EN BIRMANIE**

### **1) L'ENSEIGNEMENT**

La population birmane accorde une grande importance à l'enseignement. Pour la junte militaire, c'est exactement le contraire : elle n'a cessé de poser de multiples entraves au bon fonctionnement du système éducatif birman, surtout depuis les manifestations pro-démocratiques de 1988, réprimées dans le sang et où les étudiants jouaient un rôle-clé. La propagande annonce que la politique du gouvernement est d'offrir un enseignement gratuit pour tous les enfants (c'est d'ailleurs prévu par la loi), mais dans les faits, les parents paient la plupart des coûts de construction, d'entretien et d'équipement des écoles, tout comme les fournitures scolaires, les uniformes et le revenu des enseignants. C'est encore davantage le cas dans les régions rurales.

Le gouvernement birman dépense 7 fois moins pour l'enseignement que pour son armée, alors que le pays n'est soumis à aucune menace extérieure (6,98% du budget de l'Etat consacré à l'enseignement en 1998-99 pour 49,93% à la défense). Dans ces conditions, il ne faut pas s'attendre à des miracles : le réseau de l'enseignement public de Birmanie est l'un des moins fréquentés et efficaces d'Asie. Les chiffres du gouvernement annoncent que moins de 55% des enfants inscrits dans une école terminent le niveau primaire et que pour 1999, seuls 75% des enfants de 5 à 9 ans sont allés à l'école, 35% des 10-13 ans et à peine 26% des 14-15 ans (ces pourcentages sont similaires à l'heure actuelle). Environ 750.000 enfants birmans quittent les bancs de l'école primaire chaque année, dont 630.000 dans les régions rurales (Source : UNICEF Myanmar, « Children and Women in Myanmar. Situation Assessment and Analysis, avril 2001).

### **Infrastructures et qualité de l'enseignement**

Il y a environ 39.000 écoles primaires gérées par l'Etat dans le pays, soit approximativement une pour deux villages. Seules 46% d'entre elles sont équipées d'installations sanitaires, et 17% d'un approvisionnement en eau potable. La distance entre village et écoles varie beaucoup d'une région à l'autre, tout comme la qualité de l'infrastructure scolaire. L'UNESCO estime qu'il existe environ 2.000 villages situés à plus de 3 kilomètres d'une école. Dans les régions montagneuses, où les moyens de communication sont quasiment inexistantes, cela peut représenter plusieurs heures de marche. Les difficultés sont encore plus grandes pour les écoles secondaires, qui sont moins de 3.000 pour tout le pays.

Si le nombre d'écoles disponibles est insuffisant, c'est aussi le cas de la qualité de l'infrastructure scolaire et de l'enseignement dispensé. L'UNICEF note que selon une enquête menée par le ministère de l'Enseignement, le PNUD et l'UNESCO, 57% des écoles sont surpeuplées en raison d'infrastructures inadéquates. La situation n'est guère

plus favorable pour les manuels scolaires : trop souvent, les écoles utilisent des manuels datant des années 50 ou 60 car le gouvernement ne les actualise pas ou n'en distribue pas de nouveaux.

La formation des professeurs laisse elle aussi à désirer, à nouveau parce que le gouvernement n'investit pas les fonds suffisants dans ce domaine. 35% des instituteurs sont non diplômés. A titre d'exemple, les instituteurs d'une école primaire que nous avons visitée à Rangoon sont supposés enseigner l'anglais, mais une conversation avec eux ne peut guère aller plus loin que le conventionnel « Hello, how are you ? Fine, thank you », non qu'ils aient peur de parler de banalités avec les étrangers, mais bien parce que leur connaissance de l'anglais est purement théorique. *« Ils se contentent de lire à voix haute leurs manuels, confie un professeur privé de langues étrangères, et leur prononciation est à ce point mauvaise que l'enseignement des langues est extrêmement inefficace dans les écoles civiles de Birmanie, alors que nous étions parmi les meilleurs sur ce point voici 50 ans ».*

### **Coûts exorbitants pour les parents**

La réussite des examens ne dépend pas tant de l'étude que des moyens financiers des parents d'élèves. En effet, outre les uniformes et les fournitures scolaires, il faut que les élèves contribuent aux revenus des enseignants : les instituteurs ne gagnent qu'environ 5 dollars par mois, les professeurs du secondaire entre 6 et 8, or il faut au minimum entre 50 et 100 dollars chaque mois pour nourrir une famille en Birmanie (en fonction de sa taille et de la qualité des aliments), sans compter les autres frais. La plupart des instituteurs et des professeurs n'enseignent donc que brièvement la théorie pendant les heures normales de classe afin de contraindre les élèves à assister à leurs cours du soir, qui coûtent de 2 à 6 dollars par mois par matière et par élève (selon le niveau scolaire et le type de matière). Ces cours ont lieu dans la maison de l'enseignant ou d'un élève. C'est là que les élèves peuvent poser les questions et faire des exercices. Les parents choisissent généralement 4, 5 ou 6 matières parmi les plus importantes. Ceux qui peuvent se payer ces cours ont beaucoup plus de chances de réussir les examens, soit parce qu'ils seront favorisés par les enseignants, soit parce qu'ils auront mieux compris les leçons. D'après les Birmans que nous avons rencontrés dans leur pays, entre 50 et 80% des élèves suivent les cours privés. Les enfants qui ne peuvent se les payer se sentent discriminés par rapport aux autres, et risquent de perdre leur motivation.

Une institutrice de Rangoon témoigne, sous couvert de l'anonymat, de la façon dont ça se passe dans son école : *« Dans mon école primaire, qui a un niveau correct, les élèves ont besoin d'entre 15.000 et 30.000 kyats (entre 15 et 30 dollars) par mois en moyenne pour suivre les cours, matériel scolaire et leçons privées compris. Je sais que c'est trop pour la plupart des parents, surtout s'ils ont plusieurs enfants, je n'aime pas de contraindre les élèves à suivre mes cours privés, mais je n'ai pas le choix : après 10 ans de carrière, je ne gagne que 5.000 kyats par mois (c'était 3.000 au début de ma carrière, mais à cette époque, le kyat avait plus de valeur). Quand je serai retraitée, ma pension mensuelle ne sera que de 1.500 kyats. Mon loyer est de 28.000 kyats par mois, je dois payer 52 kyats par jour pour l'aller-retour en bus vers l'école, plus la nourriture, les vêtements, etc.*

*Pour survivre, je dois donc inciter mes élèves à suivre des cours privés. L'école commence à 9h, jusque 15h30, du lundi au vendredi. De 15h30 à 16h30, il y a une première série de cours « privés », dans la classe, qui coûtent 1.000 kyats par mois. Sur 30 élèves, environ 20 viennent. Puis, de 17h à 18h30, chez moi, ce sont d'autres cours privés, plus poussés, environ 12 enfants viennent, ils paient chacun 4.000 kyats par mois, pour trois jours par semaine. Je dois imposer ce genre de système pour ma propre survie, mais ça me fait de la peine de me rendre compte tous mes élèves ne reçoivent pas les mêmes chances car ils n'ont pas tous les moyens de venir aux cours privés ».*

La situation est pire encore dans les régions rurales, où les parents ont besoin de l'aide de leurs enfants durant les récoltes ou pour garder les enfants en bas âge. La déliquescence du système éducatif y entraîne parfois des situations absurdes, comme l'explique une dame de 52 ans qui habite dans l'Etat Shan : « *Dans mon village, comme il n'y a pas assez d'enseignants, l'école ferme souvent. Les instituteurs gagnent 4.800 kyats par mois. Ce n'est bien sûr pas assez et à la saison des pluies, ils s'absentent souvent pour aller travailler dans leurs propres champs. Les parents d'élèves préfèrent donc que les enfants les aident dans leurs champs également... et quand l'instituteur vient à l'école, il n'y a pas d'élèves !* » Selon un opposant politique rencontré à Rangoon, dans les régions rurales, il faut parfois trois ou quatre jours pour qu'un enseignant aille chercher son salaire dans la ville la plus proche... pendant ce temps, il ne donne pas cours.

En général, les parents d'élèves doivent aussi payer toute une série de contributions au début de l'année scolaire : pour les manuels, les cahiers d'exercice, l'uniforme, le nettoyage de l'école, un éventuel équipement informatique, le papier des examens, les activités sportives, etc. Certaines écoles demandent également une contribution pour l'équipement informatique, mais il n'est pas toujours acheté et il arrive que l'école n'ait pas d'électricité ou qu'aucun enseignant ne sache se servir de l'ordinateur ! Dans certains cas, des hommes d'affaire fortunés sponsorisent l'achat d'ordinateurs pour une école, mais les mêmes problèmes d'utilisation voient le jour par la suite. Les contributions versées au début de l'année scolaire ne suffisent généralement pas parce que le gouvernement ne fournit pas assez de manuels et cahiers d'exercice. Les parents doivent donc racheter dans le cours de l'année. Le coût d'une série de manuels pour une année scolaire avoisine 1 dollar au niveau primaire, 2 dollars au niveau secondaire. Celui d'une paire d'uniformes tourne aux alentours de 3 dollars.

Dans de nombreux cas, les élèves qui en ont les moyens peuvent aussi acheter les questions des examens à l'avance, ou obtenir la « bienveillance » des enseignants lors de l'attribution des notes.

### **Motivation des parents**

La motivation des parents birmanes envers la scolarité des enfants est en général assez grande, mais elle a aussi ses limites. Si certains parents cumulent deux emplois (par exemple employé la journée, taximan le soir) pour offrir une éducation scolaire à leurs enfants, cela devient très difficile si le nombre d'enfants se multiplie, d'autant que les perspectives d'emploi après avoir décroché un diplôme ne sont pas brillantes. Beaucoup

de diplômés n'ont pas trouvé de travail en relation avec leurs études. Dans les régions où vivent les minorités ethniques et où la guerre fait rage depuis des dizaines d'années, les parents qui n'ont jamais eu l'occasion d'aller à l'école ne perçoivent pas toujours son importance pour le développement de l'enfant.

### **Problème de langue d'enseignement**

Dans les régions où habitent les ethnies non birmanes, la langue utilisée à l'école est un problème majeur puisqu'il s'agit du birman, que beaucoup d'enfants ne comprennent pas. Cette façon de vouloir leur imposer la langue birmane irrite les populations ethniques, et l'impossibilité de communiquer aggrave la démotivation des enseignants dépêchés par Rangoon dans leurs villages. *« Ils ne restent que quelques semaines, puis rentrent chez eux, explique une Karen réfugiée en Thaïlande. C'est très dur pour ceux qui ont toujours vécu dans des villes de se retrouver perdus dans des villages, loin de leurs familles, sans avoir la possibilité de parler à grand monde parce que la langue est complètement différente ».*

### **Contrôle des élèves**

Le SPDC utilise toutes les ficelles pour juguler la moindre contestation chez les élèves et étudiants. Les enseignants doivent ainsi veiller à ce que leurs étudiants ne s'engagent pas dans des activités anti-militaires. Les livres scolaires, comme toute la littérature et les médias birmanes, sont censurés par la junte, l'histoire des populations ethniques dénigrée au profit de la « birmanisation ». Le régime pousse aussi les élèves à devenir membres d'une association soutenue par l'armée, la « Union Solidarity and Development Association », à participer à différentes activités organisées par les militaires (sportives ou autres), à chanter et danser pour les hauts gradés quand ils visitent une école. Les élèves qui ont rempli tous ces devoirs envers le régime reçoivent des points supplémentaires aux examens.

### **Cas particulier des personnes déplacées**

Les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays (PDIP) sont, selon les sources, entre 600.000 et 1 million. La grande majorité d'entre elles ont été contraintes de quitter leurs villages par les troupes du SPDC, qui cherchent ainsi à vider et contrôler des zones peuplées de groupes ethniques réputés hostiles au gouvernement de Rangoon. Le déplacement forcé se passe généralement de la façon suivante : les soldats donnent à la population d'un village une semaine pour déménager par ses propres moyens vers un site de relogement. Celui-ci est souvent situé à proximité d'une caserne militaire (où les villageois seront contraints au travail forcé) et consiste en une étendue sans la moindre construction. Rares sont les sites de relogement équipés d'infrastructures scolaires ou médicales, et les personnes déplacées ne peuvent s'en éloigner sans escorte militaire. Une fois le délai d'une semaine écoulé, les soldats s'emparent des biens laissés derrière eux par les villageois, détruisent leurs maisons et cultures pour les dissuader de revenir chez eux.

Un très grand nombre de victimes de déplacements forcés tentent d'échapper à la vie dans les sites de relogement en se réfugiant dans la jungle, où ils doivent sans cesse se déplacer pour éviter d'être retrouvés par les soldats du gouvernement. Personne ne peut les dénombrer avec exactitude, mais des organisations non gouvernementales bien informées avançaient le nombre de 120.000 réfugiés dans la jungle rien que pour l'ethnie karen, à quoi il fallait encore ajouter d'autres groupes comme les Karenni, les Shans, les Mons et les Rohingya. Les conditions de vie dans la jungle sont bien entendu très difficiles, mais certains villageois parviennent encore à relancer de mini-écoles qui les suivent à travers leurs déplacements. Ils demandent aux plus éduqués d'entre eux d'enseigner quelques notions de base et l'alphabet aux enfants. Plusieurs organisations non gouvernementales ainsi que les syndicats birmans en exil envoient de courageux militants à travers ces jungles avec des sacs remplis de médicaments et de petit matériel scolaire qu'ils remettent aux personnes déplacées. Ces « jungle schools » (écoles de la jungle), comme les appellent les Birmans, démontrent la volonté de ce peuple d'offrir un minimum d'enseignement à leurs enfants, même dans les circonstances les plus extrêmes.

### **Ecoles pour enfants de militaires**

En dehors des écoles pour civils, le SPDC a créé un réseau d'enseignement primaire et secondaire réservé aux enfants de militaires hauts gradés. Bien pourvus en matériel scolaire, ces écoles offrent une série d'avantages, comme des formations en informatique, des voyages scolaires, etc. Les meilleures d'entre elles demandent des frais d'inscription trop élevés pour le commun des Birmans (de 100 à 200 dollars par an, selon l'ABSFU – All Burma Federation of Students Unions, une association d'étudiants basée en Thaïlande). L'enseignement qui y est dispensé présente l'armée comme le « sauveur » de la nation, un sauveur à qui il faut toujours obéir, sans jamais émettre la moindre critique... Les enfants des plus hauts gradés ont parfois la possibilité d'aller étudier à l'étranger après avoir suivi les cours de ce genre d'écoles.

### **Quelques alternatives aux écoles gouvernementales**

Quelques possibilités de suivre un enseignement primaire existent en dehors du réseau officiel du gouvernement. Les écoles monastiques, par exemple, s'adressent aux élèves dont les parents ne peuvent pas payer les autres écoles. Selon l'UNICEF, 1.500 d'entre elles sont officiellement reconnues par le gouvernement et on estime à 93.000 le nombre de leurs élèves. Elles suivent le même programme de cours que les écoles du gouvernement.

Les communautés vivant dans des villages dépourvus d'établissement scolaire gouvernemental essaient de créer leurs propres écoles primaires, en finançant elles-mêmes les revenus des enseignants (souvent quelques sacs de riz), la construction des bâtiments, leur entretien, etc. Ces écoles reçoivent parfois l'aide d'ONG étrangères ou de Birmans exilés à l'étranger, qui contribuent financièrement ou en leur faisant parvenir du matériel scolaire. Le nombre de ces écoles est toutefois limité, et leurs diplômes ne sont généralement reconnus ni par le gouvernement ni par les écoles secondaires gouvernementales, laissant peu de perspectives d'avenir aux élèves. Faute de moyens,

beaucoup d'entre elles ne vont guère plus loin que l'alphabétisation des enfants. Parfois, les enseignants n'ont pas eux-mêmes dépassé le 6<sup>ème</sup> niveau primaire, mais ils tentent courageusement de transmettre aux enfants le peu de connaissances qu'ils ont reçues. Contrairement aux enseignants des écoles gouvernementales, ils enseignent dans la langue des ethnies concernées, ce qui irrite énormément le SPDC. L'existence de ces écoles autosupportées par les habitants est combattue par les militaires, qui les détruisent lorsqu'ils les voient.

### **Enseignement supérieur**

Les étudiants des universités ont joué un rôle important dans les manifestations de 1988 qui réclamaient le retour de la démocratie. Depuis, ils inspirent de grandes craintes aux généraux du SPDC, qui ont tout fait pour empêcher un fonctionnement normal des universités civiles. Entre 1988 et 2000, ces universités civiles (non militaires) n'ont été ouvertes que durant 40 mois, soit environ 3 mois et demi par an. Le contenu de leurs cours a été fortement réduit (d'environ deux tiers), ce qui rend très contestable la valeur des diplômes. Nous avons ainsi rencontré, non loin de Rangoon, deux médecins fraîchement sortis de l'université qui n'avaient pas la moindre idée de la façon dont se transmet le sida, ils étaient persuadés qu'ils pourraient le contracter en approchant une personne porteuse du virus (ce qui est bien entendu complètement faux). L'information sur le sida est censée être enseignée dans les cours de médecine, mais rien ne garantit que les examens ont été passés de façon normale, c'est-à-dire sans acheter la bienveillance du professeur. Les « petits cadeaux » des étudiants sont en effet très bienvenus au moment des examens, voire indispensables dans certaines matières si l'on veut obtenir un diplôme.

Dans ces conditions, beaucoup d'entreprises ne font plus confiance aux jeunes diplômés sortis des universités birmanes. Ils sont donc obligés de travailler pour l'administration, qui n'offre que des salaires de misère, ou d'effectuer des petits boulots qui n'ont rien à voir avec leur diplôme. Cette situation n'incite guère les jeunes Birmans à dépenser temps et argent pour faire des études. « *Ma secrétaire est diplômée en droit, remarque un diplomate basé à Rangoon, mais n'essayez pas de lui demander beaucoup plus que répondre au téléphone et faire les photocopies* ». Le fait que la Birmanie soit un des seuls pays du monde où il est quasiment impossible de se connecter à Internet (à moins d'être un proche du pouvoir) n'arrange pas les problèmes des étudiants ou des jeunes diplômés qui voudraient améliorer leurs connaissances.

Si les universités sont supposées être rouvertes à l'heure actuelle, beaucoup de professeurs manquent dans les branches scientifiques et les langues étrangères parce qu'ils préfèrent travailler dans le privé, où les personnes qualifiées peuvent gagner un salaire décent. Selon quelques étudiants de Rangoon, un professeur d'université gagnerait aux alentours de 20.000 kyats (20 dollars) par mois. Autre source de démotivation pour les étudiants : la junte ne laisse pas vraiment le choix du sujet de leurs études aux jeunes Birmans. Le système mis en place veut que ceux qui obtiennent les meilleurs points à la fin du cycle secondaire rejoignent les universités de médecine ou d'ingénieurs, les autres se répartissant dans les branches restantes.

De peur de voir de nouveaux foyers de contestation grandir, la dictature a établi les facultés dans des endroits très éloignés l'un de l'autre, et parfois très éloignés de centres urbains alors qu'elles ne sont pas équipées de logements adaptés aux revenus des étudiants. Ceux-ci perdent donc un temps considérable dans les bus. *« Ca me prend 4 heures aller-retour pour rejoindre ma faculté depuis le centre de Rangoon, explique un étudiant en sciences. Si je devais y aller tous les jours, ça me reviendrait à 2.000 kyats (2 dollars) par mois pour les tickets de bus, mais je n'y vais qu'une fois par semaine parce que les cours sont irréguliers. Pour la plupart d'entre nous, il est plus intéressant d'étudier à la maison, avec des amis, ou d'essayer de trouver un petit emploi dans la branche que nous étudions afin de demander des conseils à des personnes plus expérimentées »*. Des bureaux régionaux de l'armée ont été construits sur les campus des facultés.

Comme pour les niveaux d'enseignement primaire et secondaire, les enfants des militaires ont l'occasion de s'inscrire dans les universités ou hautes écoles militaires et, pour les plus fortunés, de partir étudier à l'étranger. Ces établissements militaires sont demeurés ouverts pendant que la junte fermait les universités civiles, et ils bénéficient d'un relativement bon approvisionnement en matériel. Il n'est pas question d'obtenir le droit d'étudier dans ces instituts militaires pour les enfants de parents réputés opposants au SPDC. Pour les enfants de civils non impliqués dans la politique, il est possible d'être accepté dans ces établissements à condition de suivre une procédure assez stricte qui comprend, entre autres, des recommandations de la part d'employés du gouvernement (c'est l'occasion pour ces derniers de recevoir quelques pots-de-vin). Les candidats doivent aussi promettre de ne pas devenir actifs en politique et de servir dans l'armée. Ceux qui remplissent tous ces critères ont une chance d'être acceptés et de pouvoir étudier dans des conditions relativement acceptables. Cette opportunité attire beaucoup de jeunes étudiants dans le giron de l'armée, même si les perspectives de carrière qu'offrent ces études sont bien moindres que dans d'autres pays asiatiques.

Vu les difficultés imposées par le gouvernement aux universités civiles et les restrictions aux inscriptions dans les instituts militaires, certains étudiants s'inscrivent à des cours universitaires par correspondance, mais ceux-ci n'offrent pas bien sûr pas de possibilité d'apprentissage actif. Plusieurs universités birmanes organisent ce genre de cours par correspondance, qui sont moins chers que le suivi de toute une année universitaire.

### **Egalité garçons-filles**

Comme dans la plupart des pays en développement, les parents qui n'ont pas les moyens d'envoyer tous leurs enfants à l'école choisiront plutôt les garçons, et garderont les filles à la maison pour les former aux tâches ménagères. *« En Birmanie, il y a une phrase que toutes les femmes apprennent par cœur : « serve your husband as a god, your son as a master » (« sers ton mari comme un Dieu, et ton fils comme un maître »)*, explique une étudiante birmane réfugiée en Thaïlande. *Avant de venir en Thaïlande, je n'avais jamais*

*entendu parler de droits humains, de droits de la femme, je pensais que c'était normal de servir les hommes de ma famille ».*

Dans les niveaux d'enseignement supérieur, le nombre de filles qui abandonne l'école est double de celui des garçons. Cette discrimination, déjà condamnable en soi, porte préjudice à l'ensemble de la société puisque l'on sait que la qualité des soins apportés par une mère à son enfant augmente avec le niveau d'éducation qu'elle a reçu.

## **2) LE TRAVAIL DES ENFANTS**

Dans la très mauvaise situation économique provoquée par la politique de la dictature militaire, les revenus des adultes ne suffisent plus à garantir la survie de la plupart des ménages. La société birmane a toujours confié quelques tâches aux enfants, comme aider les parents lors des récoltes, aller chercher l'eau à la source, s'occuper des frères et sœurs cadets, etc., mais dans le contexte actuel, beaucoup d'enfants ne reçoivent pas la moindre chance de scolarité et sont placés sur le marché du travail dès l'âge de 10 ans. La grande majorité d'entre eux donnent leur salaire à leurs parents.

Le gouvernement birman ne mène aucune action crédible pour combattre le travail des enfants, pas même ses pires formes, qui sont largement répandues dans ce pays. La Birmanie n'a d'ailleurs ratifié ni la Convention 138 de l'OIT sur l'âge minimum, ni la Convention 182 sur les pires formes de travail des enfants. Elle a par contre ratifié la Convention sur les droits de l'enfant en 1991.

Les principaux secteurs où l'on trouve du travail d'enfants en Birmanie sont les suivants (cette liste n'est pas exhaustive et les travaux ne sont pas classés par nombre d'enfants qui les exercent) :

1) Agriculture et pêche : 70% de la population birmane vit dans les régions rurales, où les habitants sont presque tous cultivateurs et/ou éleveurs. Il est rare que les enfants n'aident pas les parents dans les champs ou pour prendre soin des animaux. Idem pour les familles de pêcheurs. Ce niveau d'implication varie d'une famille à l'autre, selon ses revenus, la proximité d'une école, la motivation des parents au sujet de l'enseignement, etc. Il augmente aussi lorsque les hommes sont réquisitionnés par les troupes du SPDC pour du travail forcé.

2) L'armée. Le recrutement forcé d'enfants est courant dans l'armée birmane. Selon un rapport de l'organisation de défense des droits humains Human Rights Watch publié en 2002 (voir Internet à l'adresse <http://hrw.org/reports/2002/burma/Burma0902.pdf>), la Birmanie a le plus grand nombre d'enfants soldats du monde, avec environ 20% des effectifs de la Tatmadaw (nom de l'armée birmane) composés de jeunes de moins de 18 ans. Des garçons âgés d'à peine 11 ou 12 ans sont embarqués par des recruteurs, par exemple lorsqu'ils sont seuls aux arrêts de bus, de train ou ailleurs, et contraints d'apprendre à se battre avant d'être intégrés aux bataillons. Ces recruteurs sont souvent de simples soldats, ils promettent un bon salaire aux enfants, une vie facile... ou la prison

s'ils refusent de les suivre. Ils reçoivent une somme d'argent et/ou de la nourriture pour chaque nouvelle recrue, et visent les plus jeunes garçons, car il est plus facile de les convaincre que les adolescents.

Les contacts avec leurs parents sont généralement coupés car les officiers ne les laissent pas aux enfants le temps de les prévenir. Parfois, des parents retrouvent la trace de leurs enfants dans l'un ou l'autre centre de formation de l'armée, mais ils ne peuvent pas les récupérer. Les soldats, quel que soit leur âge, sont gravement punis s'ils tentent de s'échapper, parfois battus à mort. *« J'ai vu des enfants de 13-14 ans dans l'armée, explique un ancien porteur réfugié dans le nord de la Thaïlande. Un jour, j'ai pu parler avec l'un d'eux, et il s'est mis à pleurer en me racontant son histoire : il a été enrôlé de force dans l'armée, ses parents n'ont même pas été prévenus et ne savent pas où il se trouve. Les enfants soldats doivent porter des armes bien trop lourdes pour eux, marcher sur de très longues distances, et sont frappés par les officiers s'ils n'y arrivent pas. Nous étions souvent battus par les soldats, y compris par les enfants, mais je ne leur en veux pas vraiment, c'est de la faute de leurs supérieurs ».*

Les généraux du SPDC doivent être les seuls Birmans à ne pas (vouloir) se rendre compte de l'existence du problème des enfants soldats (ils nient leur existence), et donc à reconnaître que la vie militaire détruit la jeunesse et le futur des enfants soldats. *« C'était trop dur et j'ai fini par désertier, raconte Nay, réfugié en Thaïlande, et qui a été contraint de devenir soldat dès l'âge de 13 ans. Les officiers nous frappaient pour toutes sortes de raison, surtout quand ils avaient bu. Nous n'étions quasiment rien payés, ils nous empêchaient d'avoir des contacts avec des parents, nous devions maltraiter les villageois en les contraignant au travail forcé, les battre si ils n'étaient pas assez efficaces. Et puis, la nuit, dans la caserne, j'entendais parfois les cris de l'une ou l'autre personne pendant qu'elle était torturée. Il y avait aussi parfois des combats avec des armées ethniques, j'étais terrifié. J'en fais encore des cauchemars à l'heure actuelle, je revois les images et j'entends les sons de toutes ces horreurs ».*

3) La restauration : tea-shops (petits établissements vendant du thé, en terrasse ou dans une salle) et petits restaurants emploient un grand nombre d'enfants. Ces établissements, lorsqu'ils sont situés en ville, emploient souvent des jeunes venus de villages ou de banlieues défavorisées. Les petites chaises de leurs terrasses sont les endroits préférés des Birmans pour s'asseoir autour d'une tasse de thé. Nuit et jour, ils s'y pressent pour bavarder ... nuit et jour, ils sont servis par des enfants. *« J'ai quitté mon village car mes parents n'arrivaient pas à joindre les deux bouts, explique Myo, serveur d'un tea-shop du centre de Rangoon qui, à 13 ans, n'en paraît guère plus que 8. Je travaille ici tous les jours, de 12 à 18h ou de 17h à 2h du matin. Je gagne 3.500 kyats par mois (environ 3,5 dollars), je suis logé et nourri par le propriétaire. J'espère un jour économiser suffisamment pour pouvoir acheter mon propre tea-shop, et employer d'autres personnes ».* Si rien ne change en Birmanie d'ici-là, ces personnes seront sans doute elles aussi des enfants : dans le contexte économique créé par la mauvaise gestion des militaires, la plupart des Birmans trouvent normal de voir les enfants travailler.

Myo a encore de la chance de ne devoir travailler « que » six heures par jour, dans un environnement peu dangereux. En face de la tristement célèbre prison d'Insein, par laquelle passent de nombreux prisonniers politiques, un tea-shop emploie tous les jours un serveur de 14 ans, de 6 à 23 heures, pour 4.500 kyats par mois. *« Je n'ai pas le choix : mon père est décédé, j'ai trois frères et sœurs, ma mère ne peut nous nourrir tous si nous ne travaillons pas »*, explique-t-il.

4) Le travail domestique : dans les villes birmanes, beaucoup de postes de domestique sont occupés par des enfants venus des villages. Certains sont recrutés via des intermédiaires qui circulent dans les régions rurales, surtout dans le Nord, pour demander aux parents de leur confier leurs enfants.

5) Les usines. Il y a peu d'entreprises en Birmanie, mais la plupart d'entre elles ne font pas grand cas de l'âge des travailleurs qu'elles emploient, surtout lorsqu'elles ne produisent pas directement pour l'exportation. L'interdiction des syndicats, la légèreté du droit du travail, la quasi-absence d'inspection du travail laissent beaucoup de libertés aux employeurs, qui ne se privent pas d'en profiter. Ainsi, dans une verrerie de la banlieue de Rangoon, les enfants commencent à travailler à partir de l'âge de 14 ans, pour 300 kyats (environ 0,3 dollar) par jour, sans le moindre matériel de protection alors qu'ils manipulent du verre en fusion à longueur de journées. Dans le même atelier, des femmes reprennent le travail quelques jours après leur accouchement, en surveillant leurs bébés posés à quelques mètres des fours, dans la chaleur et la poussière.

6) Les « petits commerces ». Les rues des centres urbains sont remplies de petits commerces situés à même les trottoirs : vêtements, aliments, équipements électriques, etc. De nombreux enfants y aident leurs parents, ou tiennent ces commerces eux-mêmes pour le compte de leur famille. On voit aussi de très jeunes enfants vendre des souvenirs ou de la nourriture dans les villes et les endroits touristiques à des heures où ils seraient supposés être à l'école.

7) La construction et les mines. Tout comme dans les usines, la quasi-absence de contrôle par les autorités laisse le champ libre aux employeurs qui utilisent les enfants dans la construction et les mines. La faiblesse des enfants les rend toutefois moins intéressants pour ce genre de travail. D'après certains témoignages (à confirmer), les employeurs de ces secteurs les engageraient surtout pour aider les travailleurs qui sont leurs parents.

8) L'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales : elle ne semble pas encore très répandue en Birmanie, mais selon la section birmane de l'UNICEF, certaines prostituées de Rangoon affirment avoir commencé cette activité à l'âge de 12 ans. Comme dans beaucoup de pays, la prostitution est illégale en Birmanie, mais elle est fréquente.

### **3) LE TRAVAIL FORCE DES ENFANTS**

Il ne se passe pas un jour en Birmanie sans que les militaires n'obligent plusieurs centaines de milliers d'hommes, de femmes, d'enfants et de personnes âgées à travailler contre leur gré, généralement sans salaire. Ce travail forcé existe sous beaucoup de formes différentes : construction et entretien des routes, des chemins de fer, travail de messenger pour les troupes, travail sur les champs confisqués aux paysans par l'armée, etc. Dans la plupart des cas, les travailleurs forcés doivent amener leurs propres équipements et nourriture. La forme la plus redoutée de travail forcé est celle de porteur pour l'armée, qui consiste à porter de très lourdes charges de munitions et marchandises durant de longues heures de marche dans les collines, parfois à travers des zones de combats. Affamés, battus, voire tués s'ils ne peuvent plus suivre ou tentent de s'enfuir, les porteurs doivent aussi marcher devant les soldats là où risquent de se trouver des mines antipersonnel, et parfois servir de bouclier humain lors des échanges de feu.

Il a fallu des années pour que la junte militaire reconnaisse l'existence du travail forcé, mais elle affirme maintenant que c'est « en dépit de sa volonté » ! Le SPDC soutient qu'il émet des ordres pour arrêter le recours au travail forcé, mais qu'il ne parvient pas « toujours » à les faire appliquer par les militaires au bas de l'échelle. *« Lorsque une haute délégation du BIT s'est rendue en Birmanie, le SPDC avait mis en place un plan détaillé pour que chaque village soit informé de la venue possible de la délégation, explique Maung Maung, secrétaire général de la FTUB. Les habitants savaient qu'ils devaient répondre « non » si des étrangers les questionnaient au sujet de l'existence du travail forcé. Rien n'empêche la junte de mettre en place le même genre de campagne d'information au sujet des ordres appelant à l'arrêt du travail forcé, mais en réalité elle n'a pas l'intention de les appliquer, elle veut seulement faire croire à la communauté internationale qu'elle s'occupe du problème. Très rares sont les cas où des militaires sont punis pour avoir utilisé le travail forcé des civils »*

Femmes et enfants n'échappent pas au travail forcé, même si ce sont les hommes qui sont demandés en priorité. Les enfants sont surtout appelés lorsque le nombre d'adultes requis par les militaires n'est pas disponible. *« Lorsque des ordres réquisitionnant du travail forcé arrivent dans mon village, nous organisons une tournante entre les familles pour que ce ne soient pas toujours les mêmes qui envoient des travailleurs, explique une femme shan réfugiée en Thaïlande. Mais lorsque ces ordres arrivent durant la saison des récoltes, il se peut que des parents soient obligés de rester sur leurs champs s'ils veulent avoir quelque chose à manger les mois suivants, et envoient leurs enfants travailler à leur place pour le SPDC. Idem lorsque le père est mort : la mère ne peut laisser ses enfants seuls à la maison, elle est obligée d'envoyer son fils aîné. Parfois, les ordres sont d'envoyer une personne par famille »*. Comme le délai pour envoyer les travailleurs forcés est très court, il arrive que les mères n'aient pas le temps d'appeler leur mari parti travailler sur des champs loin de la maison, et soient contraintes d'envoyer leur fils aîné.

Suite à la pression internationale et à la présence du BIT dans le pays, les militaires recourent de façon plus discrète au travail forcé. Ils enverront par exemple un messenger annoncer l'ordre de réquisition dans le village, au lieu d'envoyer des ordres écrits. Il se

peut aussi que les travailleurs soient payés une somme ridiculement basse (ce qui n'enlève rien à la nature forcée du travail). Des prisonniers sont aussi mis à contribution de façon forcée sur les projets du SPDC, même s'ils ont moins de 18 ans.

Le travail forcé imposé aux adultes ou aux enfants a bien sûr un impact direct sur la situation économique de la famille qui en est victime. *« Dans mon village, il est arrivé que des familles doivent envoyer un de leurs membres 10 ou 15 jours par mois travailler de façon forcée sur les projets du SPDC, sans être payés, poursuit la réfugiée shan. Ces journées perdues augmentent notre pauvreté, et limitent encore davantage les possibilités d'envoyer les enfants à l'école ou de se payer des soins de santé »*. Il arrive aussi que des enfants manquent des jours d'école en raison du travail forcé auquel ils sont contraints.

#### **4) LA SANTE**

Selon l'UNICEF, sur 1,3 millions d'enfants naissant chaque année en Birmanie, 92.500 mourront avant leur premier anniversaire et 138.000 avant l'âge de 5 ans. Le taux de mortalité infantile avant l'âge d'un an était de 71 pour 1.000 enfants nés en vie en 1996 (73 dans les régions rurales, 66 dans les villes), le taux de mortalité des moins de 5 ans de 106 pour 1.000. Les principales causes de maladie et de décès des enfants en Birmanie sont les pneumonies, les diarrhées, la tuberculose, la malaria, la rougeole, l'hépatite B et le sida. Selon la section birmane de l'UNICEF, la grande majorité des décès d'enfants sont dus à un manque de soins et de connaissances. Le délabrement de l'enseignement et du système public de soins de santé en sont directement responsables, et pourraient être évités si le SPDC y consacrait les budgets nécessaires au lieu de gaspiller l'argent de l'Etat en dépenses militaires (en 1998-99, à peine 2,6 % du budget de l'Etat étaient consacrés au secteur de la santé).

La malnutrition favorise le développement de ces maladies. Or, plus d'un enfant de moins de 5 ans sur trois est encore mal nourri à l'heure actuelle en Birmanie. En 2000, une étude a montré que 35,3% des enfants de moins de 5 ans pesaient moins que la moyenne de leur âge. Ils sont 5,5% à peser nettement moins que la moyenne dans les zones urbaines, 8,5 en région rurale. Ces statistiques ne sont guère étonnantes dans un pays où le quart des familles a un revenu inférieur au niveau de subsistance.

La mise sur pieds des statistiques relatives à la santé est difficile en Birmanie : vu la déliquescence du système public des soins de santé, beaucoup de Birmans se soignent par eux-mêmes, consultent des petites structures privées ou des guérisseurs traditionnels lorsqu'ils sont malades, et ne sont donc pas repris dans les statistiques officielles, y compris lorsqu'ils meurent des suites de leur maladie. Les chiffres avancés ci-dessus sont donc à prendre avec des réserves, et probablement à extrapoler.

### **Accouchements en dehors du milieu médical**

Beaucoup de femmes préfèrent éviter les hôpitaux publics en raison des coûts et de la mauvaise qualité des soins donnés. Entre 70 et 80% des mères accouchent à la maison, où elles sont aidées par des personnes plus ou moins qualifiées, comme les sages-femmes ou les « traditional birth attendants » (« assistantes à l'accouchement traditionnel). L'UNICEF note cependant que selon les différentes estimations, entre 100 et 580 accouchements sur 100.000 débouchent sur un décès de la mère. Plus de la moitié de ces décès se produisent loin de tout établissement public de soins de santé, et plus du tiers dans ce genre d'établissement car ils sont très mal équipés pour faire face à d'éventuelles complications. Même dans les hôpitaux publics, ce sont souvent des sages-femmes qui effectuent les accouchements.

Une question d'image dissuade aussi les Birmans de se rendre dans les hôpitaux pour les accouchements : *« les Birmans savent qu'il vaut mieux aller à l'hôpital pour un accouchement, explique un fonctionnaire de l'OMS (Organisation mondiale de la santé) à Rangoon, mais quand ils y vont, leurs amis leur demandent s'il y a un problème. Et puis, ils savent que dans les hôpitaux, il y a des accouchements « 5 étoiles » et des « normaux », selon l'argent que l'on donne »* (voir chapitre « niveau de vie » pour avoir une idée de l'ampleur des montants à déboursier).

### **Hôpitaux à l'agonie**

Selon les données du gouvernement birman pour 1999, le système public de soins de santé disposait de 6 lits d'hôpitaux, de 3 médecins et de 2 infirmières par tranche de 10.000 habitants. La répartition des infrastructures médicales est cependant très inégale. Les zones frontalières, où vivent un grand nombre de minorités ethniques, sont très défavorisées par rapport à l'axe Rangoon-Mandalay, avec un hôpital par tranche de 132.500 habitants et un centre de santé rural pour 221.000 personnes, alors que la moyenne nationale des centres de santé ruraux est dix fois supérieure. Il est vrai que certaines de ces régions sont encore très dangereuses pour les troupes du gouvernement car des groupes armés rebelles les attaquent encore (même si ces groupes n'ont plus la force qu'ils avaient autrefois). Dans ces zones conflictuelles, les villageois peuvent parfois compter sur l'aide de Birmans exilés en Thaïlande, car certains retraversent la frontière pour sillonner les montagnes et leur apporter quelques soins et conseils médicaux. Le syndicat FTUK (Federation of Trade Unions Kawthoolei) est l'une des organisations qui met sur pied ce genre d'équipes médicales mobiles équipées de grands sacs à dos. Plusieurs volontaires de la FTUK ont déjà été arrêtés après avoir rencontré des soldats du SPDC ou ont été tués lors de combats.

L'existence d'un hôpital public ne constitue aucune garantie pour les patients d'être soignés : vu l'état de dénuement extrême de la plupart de ces hôpitaux, les patients doivent acheter médicaments et matériel médical lorsqu'ils s'y rendent (par leur propre moyen vu la rareté des ambulances, voir des routes dans certaines régions). Même si les visites sont supposées gratuites, il faut payer les médecins si l'on veut avoir une chance de se faire soigner dans les hôpitaux, car leurs salaires sont trop bas pour assurer leur

propre subsistance. Certains médecins adaptent toutefois leurs tarifs en fonction du niveau de pauvreté des patients.

Beaucoup de villages n'ont aucun accès aux centres de santé du gouvernement car ils en sont situés trop loin. Des personnes avec un minimum de connaissances médicales peuvent aider en cas de maladies bénignes, mais selon l'UNICEF, il n'existerait qu'une personne de ce type pour quatre villages, soit un nombre très insuffisant vu le relief montagneux et le manque de routes dans une bonne partie du pays. Outre l'absence d'infrastructures, une autre explication du manque cruel de soins de santé dans les régions rurales est à chercher dans les salaires de misère payés aux professionnels de la santé dans les établissements publics. Ces salaires les poussent à chercher de l'embauche dans les structures privées, qui sont principalement situées dans les villes.

### **Sida**

Selon une dépêche d'Associated Press, le ministère de la santé birman affirme qu'il y a actuellement 180.000 personnes infectées par le sida, mais UNAIDS pense qu'ils sont plutôt entre 170.000 et 420.000. Le gouvernement mène quelques actions dans ce domaine... comme d'habitude, sans guère se préoccuper de la réalité du terrain, surtout dans les zones ethniques : *« le gouvernement envoie des employés dans les villages de l'ethnie shan pour parler du sida, explique une militante de SWAN (Shan Women Action Network). Une personne par famille doit obligatoirement être présente à ces présentations, mais elles ont lieu en birman, une langue très différente de celle des Shans ».*

### **Un peu d'espoir**

Malgré le peu de moyens et de volonté politique accordés aux soins de santé, il faut reconnaître certaines avancées dans ce domaine. L'UNICEF note ainsi que des progrès ont été accomplis dans les années 90 en ce qui concerne la vaccination, la distribution de sel ionisé et de compléments de vitamines A. Ces progrès ont été rendus possibles par l'action du gouvernement, de l'UNICEF mais aussi d'organisations non gouvernementales (ONG). L'action des ONG reste toutefois réduite en Birmanie, tant en raison des limitations posées par le SPDC au développement de leurs activités que par la condamnation internationale du régime.

## **LA SITUATION DES ENFANTS BIRMANS EN THAILANDE**

### **1) LES BIRMANS DE THAILANDE**

La Thaïlande n'a pas ratifié la Convention de Genève relative au statut des réfugiés. Aucune législation n'y régit le traitement des réfugiés, mais elle tolère la présence sur son territoire de centaines de milliers de migrants, dont une grande majorité sont des Birmans. La Thaïlande est, de loin, la principale destination d'exil pour les Birmans confrontés à la politique du SPDC. Ils seraient environ deux millions à séjourner en Thaïlande. Plus de 130.000 sont officiellement enregistrés dans les 7 camps situés le long de la frontière, et dont ils ne sont d'ailleurs pas supposés sortir. Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) supervise les habitants des camps le long de la frontière, mais ce sont les ONG qui y travaillent au quotidien pour assurer, notamment, le service des soins de santé et de l'enseignement.

La grande majorité des Birmans de Thaïlande se constitue donc de migrants non enregistrés dans des camps et qui cherchent à travailler dans ce pays. Ils ne fuient pas nécessairement les violations des droits de l'homme commises par les troupes du SPDC, mais plutôt la misère économique imposée par sa politique, qui rend impossible une vie décente et même parfois une survie dans ce pays. Ils envoient une partie des gains obtenus en Thaïlande au reste de leur famille demeuré en Birmanie.

Afin de mettre un peu d'ordre dans cette immigration, le gouvernement thaïlandais a autorisé, durant deux périodes, l'enregistrement des migrants auprès de son administration. Ils devaient payer un peu plus de 100 dollars pour ce faire et avoir un employeur, ce qui leur permet de recevoir un permis de travail à durée limitée. Ce permis leur donne droit à recevoir des soins de santé dans les hôpitaux thaïlandais à moindres frais, comme pour les nationaux thaïlandaise (même si, en pratique, les problèmes de langue s'ajoutent à ceux de certains médecins thaïlandais qui exigent quand même de se faire payer plus). Ce droit ne concerne que le travailleur lui-même, et n'inclut pas la possibilité d'inscrire ses enfants dans une école thaïlandaise, ni même le droit de recevoir le salaire minimum prévu par la législation thaïlandaise.

### **2) L'ENSEIGNEMENT DES ENFANTS BIRMANS EN THAILANDE**

En principe, les écoles thaïlandaises n'accueillent pas les enfants de migrants birmans, que ceux-ci aient un permis de travail ou non, car ils n'ont pas de carte d'identité thaïlandaise. Certains directeurs d'écoles et autorités régionales tolèrent les inscriptions d'enfants birmans au niveau primaire, mais les obstacles de la langue, de la différence de niveau scolaire et du coût des fournitures sont très lourds à surmonter pour des enfants birmans.

Les enfants de migrants ne peuvent pas non plus fréquenter les écoles des camps de réfugiés, car seuls les réfugiés sont autorisés à se trouver dans les camps (même si, au cas par cas, il peut y avoir des exceptions à cette règle instituée par les autorités

thaïlandaises). Ils comptent plutôt sur les écoles informelles mises sur pieds par la diaspora birmane pour recevoir un minimum d'éducation scolaire, mais ces écoles ne sont pas en nombre suffisant. Elles ont différents types de fondateurs : des ONG établies en Thaïlande, des syndicats birmans en exil, des communautés religieuses, des individus, des petites associations de migrants, etc. Elles ne survivent que grâce à des donateurs, et sont généralement gratuites pour les élèves. Elles doivent cependant garder profil bas car le gouvernement thaïlandais ne reconnaît pas officiellement leur existence.

La FTUB (Fédération des syndicats birmans), un syndicat birman en exil, gère deux écoles pour enfants de travailleurs migrants dans la ville de Mae Sot, proche de la frontière. L'une de ces écoles va du niveau maternel jusqu'à la deuxième primaire, l'autre du niveau maternel jusqu'à la quatrième. Ensuite, la FTUB essaie de s'entendre avec des écoles thaïlandaises de la région qui manquent d'élèves pour qu'elles acceptent des enfants birmans. Elle a aussi lancé des formations professionnelles pour les parents d'élèves (couture, etc.). C'est le syndicat américain AFL-CIO qui soutient financièrement les deux écoles de la FTUB, qui coûtent 400.000 bahts (environ 9.500 dollars) par an. Les enseignants y gagnent 2.500 bahts par mois. 180 enfants sont inscrits dans ces deux écoles, mais leur nombre est en constante augmentation, et il faudrait donc plus de fonds pour assurer un meilleur suivi éducatif.

Outre les fonds nécessaires au fonctionnement des écoles, certains Birmans doivent aussi payer des pots-de-vin aux autorités locales afin qu'ils ne s'opposent pas à leur existence. *« Je dois payer 100 dollars par an aux autorités de l'immigration, la même somme à la police et encore une fois cette somme à des employés de la municipalité, explique la directrice de plusieurs écoles pour enfants de migrants birmans. Ce ne sont pas des frais que l'on peut inscrire noir sur blanc dans une proposition de budget pour les donateurs ! »* Elle voudrait maintenant ouvrir une école de niveau secondaire, mais se heurte au problème de financement : il faudrait au moins 1.000 dollars par mois pour une école de 100 élèves car, en plus des salaires des enseignants, il faut encore financer les repas et le transport des enfants si l'on veut que leurs parents les y envoient.

Certains parents en situation illégale n'osent pas envoyer leurs enfants à l'école car ils craignent que les enfants soient arrêtés en chemin. Selon les interlocuteurs que nous avons rencontré en Thaïlande, la police thaïlandaise n'arrêterait pas des enfants en route pour l'école, même s'ils sont en situation illégale, mais elle pourrait arrêter des parents qui conduisent leurs enfants à l'école, et embarquer toute la famille. Les écoles qui le peuvent organisent donc des ramassages d'élèves près de chez eux par un véhicule motorisé. D'autres parents migrants ne voient pas l'utilité de l'enseignement pour leurs enfants, et restent indifférents à l'existence d'écoles qui leur seraient destinées. Il est vrai que les certificats émis par ces écoles informelles ne font l'objet d'aucune reconnaissance, ni en Thaïlande ni ailleurs.

## **Enseignement dans les camps de réfugiés**

L'enseignement dans les camps commence en maternelle jusqu'à la fin du secondaire. Les structures de bois et bambou qui abritent les écoles des camps de réfugiés n'offrent pas un environnement optimal aux différentes classes, mais dans l'ensemble, l'enseignement dispensé est de qualité satisfaisante (même si cette qualité varie d'un camp à l'autre), grâce à l'apport financier des ONG et à la bonne volonté des différents intervenants. L'enseignement est quasiment gratuit : seules de menues contributions sont demandées aux parents (pour les activités sportives, l'une ou l'autre célébration, etc.). Ces contributions ne sont pas obligatoires et diminuent pour les autres enfants du même foyer inscrits dans l'école. Le salaire des enseignants des camps varie d'un endroit à l'autre, et tourne aux alentours des 4 ou 5.000 bahts par mois (100 ou 120 dollars), soit 20 fois plus que le salaire d'un enseignant en Birmanie.

*« L'une des difficultés est que le niveau scolaire des nouveaux arrivants est très variable, explique le directeur d'une école située dans un camp. Des remises à niveau sont proposées aux nouveaux arrivants, mais ce n'est pas toujours possible, surtout quand ils ont plus de 15 ans et ne sont jamais allés à l'école ».* Ensuite, pour les meilleurs élèves qui terminent l'enseignement secondaire dans les camps, il est parfois possible de suivre une spécialisation dans quelques domaines liés à la vie dans les camps (gestion des communautés, soins médicaux, enseignement, etc.). Certaines de ces spécialisations sont enseignées via le « DEP » (« Distance Education Programmes », programmes d'enseignement à distance, c'est-à-dire par correspondance) d'universités étrangères, souvent australiennes, canadiennes ou américaines. Des formations professionnelles (mécanique, agriculture, couture, etc.) sont aussi proposées dans certains camps, en espérant qu'elles puissent servir plus tard lors d'un retour en Birmanie (voire tout de suite en cas de travail clandestin en Thaïlande).

L'un des problèmes cruciaux auxquels sont confrontés les enseignants est l'absence de possibilités de mettre ou voir en pratique ce qui est enseigné car les habitants des camps de réfugiés n'ont pas l'autorisation d'en sortir, sauf cas de force majeure. *« Mon fils est né dans un camp de réfugié en Thaïlande, il a réussi tous ses examens jusqu'à la fin du secondaire, mais n'a jamais rien vu d'autre que le camp »*, explique un père karen habitant un camp de réfugié proche de Mae Sot. Cette situation ne concerne encore qu'une minorité d'élèves car la plupart ne sont pas nés dans les camps mais y sont arrivés il y a quelques années. Si rien ne change à l'avenir, de plus en plus de jeunes birmans connaîtront toutefois cette situation paradoxale.

Dans certains camps, grâce à la compréhension des autorités locales, il arrive que des enfants habitant en Birmanie viennent suivre les cours le temps d'une année scolaire, puis rentrent en Birmanie durant les vacances, et continuent l'aller-retour par la suite pour continuer leurs études.

### **3) LE TRAVAIL DES ENFANTS BIRMANS**

Les mineurs ne sont pas nécessairement recherchés par les employeurs thaïlandais, car ils connaissent les risques qu'ils courent (par rapport à la loi thaïlandaise et à leur image auprès des acheteurs) en les engageant et disposent déjà d'une main-d'œuvre docile et exploitable à merci en la personne des migrants adultes. Certains passent cependant outre la législation du travail thaïlandaise pour engager des enfants, parfois à la demande des parents qui travaillent déjà pour le même employeur et qui préfèrent voir leurs enfants travailler non loin d'eux que les laisser seuls. On trouve ainsi des enfants birmans, certains âgés d'à peine 8 ans, dans les activités suivantes :

- Entreprises : usines de textile, de vêtements, de fabrication de bouteilles, conserveries, etc.
- Travail domestique et baby-sitting
- Petite restauration : nettoyage des plats, services des clients à table, etc
- Serveur dans les pompes à essence
- Pêche
- Construction
- Agriculture
- Prostitution. Le gouvernement thaïlandais mène depuis plusieurs années un combat acharné et efficace contre la prostitution des enfants sur son territoire. Le nombre d'enfants prostitués en Thaïlande a ainsi diminué de manière drastique, mais il en reste encore, comme le prouvent de temps à autre des descentes de police effectuées dans des lieux de prostitution.
- Mendicité

La ville thaïlandaise de Mae Sot (province de Tak) concentre un très grand nombre de Birmans en exil. Ils sont employés dans les usines (textile, jouets, pierres précieuses, etc.), la construction, le travail domestique, la restauration ou dans les plantations des alentours de la ville. Des témoignages prouvent l'existence de travail des enfants dans ces secteurs, mais il serait très difficile d'en établir le nombre car tout se passe dans la clandestinité. Dans l'usine de textile CKI, qui produit des vêtements destinés à l'exportation, des témoins rapportent qu'il y a entre 10 et 20 enfants de 14-16 ans dans l'usine. Ils sont généralement là avec leurs parents, qui préfèrent les voir travailler à côté d'eux que rester seuls dans le dortoir. *« Mes parents aimeraient que nous allions à l'école ici, mais ils craignent pour notre sécurité »,* explique une enfant de 13 ans qui travaille pour CKI. *« Je travaille depuis plusieurs mois dans cette entreprise. Quand un inspecteur vient, l'employeur se débrouille pour être prévenu, il nous dit alors de rester dans le dortoir ».*

Les conditions de travail et le salaire chez CKI ne dépendent pas de l'âge des travailleurs : on y travaille de 8 à 24h du lundi au vendredi (avec deux pauses d'une heure), de 8 à 21h les samedis (idem), de 8 à 17 h les dimanches (avec une pause d'une heure). *« Nous gagnons 40 bahts (environ 1 dollar) par jour, et 5 bahts par heure supplémentaire »,* explique une autre mineure employée chez CKI. *« Ce sont les mêmes salaires et conditions de travail que les adultes ».* Les employeurs profitent du laxisme

des autorités régionales pour exploiter leur personnel au maximum. Dans une autre usine de la région, 8 enfants ont été trouvés lors d'une visite d'inspecteurs accompagnés par un consultant de l'ambassade américaine. Elle aurait dû payer 20.000 bahts d'amende, mais elle a corrompu la police et le cas été clos.

### **Trafics d'enfants**

Qu'ils vivent en Birmanie dans les régions proches de la Thaïlande ou qu'ils soient déjà en Thaïlande, les enfants birmans courent le risque d'être trafiqués vers les grandes villes thaïlandaises pour y être contraints de mendier dans la rue. Dans certains cas, leurs parents reçoivent une somme d'argent en échange (entre 25 et 50 dollars, selon des témoignages recueillis à Mae Sot), dans d'autres les enfants sont déjà dans des situations très précaires (orphelins, enfants des rues, familles divorcées, ...) et des intermédiaires leurs promettent une vie meilleure s'ils les suivent à Bangkok. Le désir de découvrir de nouveaux horizons, et surtout une grande métropole comme la capitale thaïlandaise, aide à convaincre les enfants de suivre l'intermédiaire, qui les vendra ensuite à leur insu à des personnes qui les contraignent à mendier. Les centaines de kilomètres entre la frontière et Bangkok se font souvent à pieds, hors des sentiers battus, pour éviter les contrôles de police. Les enfants sont battus s'ils ne rapportent pas suffisamment d'argent à la personne qui les force à mendier (un enfant mendiant à Bangkok peut parfois récolter jusqu'à 80 dollars par jour).

Outre la mendicité, les filières qui amènent des enfants birmans vers la Thaïlande les contraignent parfois à travailler comme domestiques, à trier des déchets qu'ils revendent ensuite, voire à se prostituer.

## **4) LA SANTE**

En ce qui concerne les Birmans enregistrés dans les camps, il n'y a pas trop de problèmes : ils peuvent se faire soigner gratuitement dans les dispensaires de ces camps, et des accords de transfert existent avec les hôpitaux thaïlandais en cas d'affection grave. Pour la grande majorité des Birmans de Thaïlande, qui ne sont pas dans les camps, l'accès aux hôpitaux thaïlandais est payant, et la plupart demandent des sommes que les migrants n'ont pas la position de payer. Lorsqu'ils n'habitent pas trop loin de Mae Sot, ils peuvent se rendre à la clinique du Dr Cynthia, un médecin birman qui a établi une clinique dans cette ville proche de la frontière et y accueille tous ses compatriotes.

Le permis de travail instauré par les autorités thaïlandaises est supposé donner aux Birmans le droit de se faire soigner dans les hôpitaux pour le même prix qu'un patient thaïlandais, mais certains médecins d'hôpitaux continuent à exiger un prix plus élevé, et les Birmans n'ont pas vraiment d'endroit en Thaïlande où ils pourraient se plaindre de cette attitude.

## **LA SITUATION DES ENFANTS BIRMANS AU BANGLADESH**

Nous ne donnerons ici qu'un aperçu très succinct de la situation des enfants birmans au Bangladesh car nous n'avons pas pu, cette fois-ci, séjourner dans la région où ils se trouvent. Selon plusieurs organisations et individus travaillant dans la région où ils se trouvent, près de la frontière, il semble que cette situation soit particulièrement difficile, davantage en tout cas qu'en Thaïlande.

Deux camps existent au Bangladesh pour les réfugiés venant de Birmanie, qui sont en grande majorité des Rohingyas, une ethnie musulmane. Situés près de la ville de Cox's Bazar, ils abritent environ 21.500 Rohingyas à l'heure actuelle. Quelques écoles et dispensaires existent dans ces camps, mais l'approvisionnement en eau et nourriture est insuffisant, ce qui conduit à des problèmes de malnutrition, notamment chez les enfants. Beaucoup de réfugiés sont là depuis 1991-92, fuyant la répression continue du SPDC à l'égard de cette minorité. Le HCR a un plan pour se retirer des camps d'ici fin 2004, ce qui suscite de grandes inquiétudes pour le sort des réfugiés.

Des dizaines de milliers d'autres ont été rapatriés de force, surtout en 1994 et 1995. Malgré ces rapatriements, beaucoup de Rohingyas ont continué à fuir la Birmanie pour venir au Bangladesh. Ces nouveaux arrivants sont en situation illégale et ne peuvent séjourner dans les camps. Ils sont au moins 100.000 dans ce cas. Leurs enfants n'ont pas le droit de s'inscrire dans les écoles bangladaises, mais sont acceptés dans certaines écoles coraniques. La plupart de ces enfants travaillent, notamment dans le secteur de la pêche, dans la mendicité ou dans de petits boulots comme le ramassage de branches de bois à brûler qu'ils vendent ensuite sur les marchés.

Tout comme leurs compatriotes réfugiés en Thaïlande, les Rohingyas fuient l'oppression dont ils sont victimes sous la dictature du SPDC (travail forcé, humiliations, répressions religieuses, confiscation de terres, etc.). Ils font toutefois l'objet de beaucoup moins d'attention de la part des médias, des ONG et des organisations internationales.

## CONCLUSIONS

L'amélioration de la situation des enfants birmans, qu'ils vivent en Birmanie, en Thaïlande ou au Bangladesh, n'aura pas lieu sans un changement radical de la façon dont la Birmanie est gouvernée. Tant que la dictature consacrerait la moitié de son budget aux dépenses militaires et violerait de façon aussi large les droits humains, les enfants birmans ne recevront pas des soins de santé et un enseignement adéquat, et le travail des enfants demeurera un problème grave.

La dictature militaire du SPDC prouve, depuis sa prise de pouvoir, qu'elle n'a pas la volonté de changer cette politique du « tout à l'armée ». La CISL en appelle donc à la communauté internationale pour qu'elle accentue sa pression contre le gouvernement du SPDC afin que celui-ci accepte le retour de la démocratie en Birmanie. Les sanctions économiques envers le régime (notamment le retrait des investisseurs étrangers et un boycott du commerce avec la Birmanie) doivent être renforcées. Les multinationales, même lorsqu'elles tentent de se donner une bonne image en créant quelques écoles ou cliniques en Birmanie, soutiennent largement le régime dictatorial par leurs investissements et liens économiques, elles doivent donc se retirer immédiatement du pays (la liste des entreprises qui ont des liens avec la Birmanie est disponible sur le site du mouvement « Global Unions » à l'adresse <http://www.global-unions.org/burma/>).

Les pays voisins de la Birmanie peuvent, s'ils le veulent, jouer un rôle significatif au niveau régional pour aider les enfants birmans en appliquant des pressions économiques et politiques réelles et efficaces en faveur du changement. L'économie nationale de ces pays bénéficierait largement d'un retour de la démocratie en Birmanie. Les pays voisins devraient également reconnaître aux migrants présents sur leurs territoires tous les droits fondamentaux (y compris celui d'envoyer leurs enfants à l'école), ratifier et appliquer les conventions internationales relatives aux migrants, dont la Convention n°97 de l'OIT sur les travailleurs migrants.

Les pays voisins devraient aussi faire en sorte que leur législation du travail, en particulier les lois concernant le travail des enfants adoptées en vertu des Conventions 138 et 182 de l'OIT, soit toujours appliquée, quelle que soit la nationalité des personnes concernées. Les enfants migrants que l'on surprend à travailler devraient être envoyés à l'école, et non séparés de leur famille et renvoyés en Birmanie comme cela se produit parfois.

Les syndicats birmans (dont la FTUB et la FTUK) et ONG qui travaillent depuis l'étranger pour venir en aide aux enfants birmans ont besoin de davantage de soutien, y compris financier, de la communauté internationale afin qu'ils puissent étendre leurs projets, comme la création d'écoles à destination des enfants birmans en exil ou l'aide aux écoles non gouvernementales créées par des communautés locales en Birmanie. Normalement, les syndicats n'ont pas la fonction de créer ou de gérer des écoles mais, face à l'indigence du système scolaire birman qui découle de la politique du SPDC, les syndicats et d'autres organisations jouent un rôle vital pour aider les enfants birmans à avoir un accès à l'enseignement.

Comme pour n'importe quel autre pays, les enfants sont l'avenir de la Birmanie. Ils sont directement victimes des exactions commises par la dictature militaire et de sa très mauvaise gestion du pays. Il est urgent que la communauté internationale mène des actions plus fortes et à tous les niveaux pour assurer que des solutions rapides soient trouvées aux situations catastrophiques décrites dans ce rapport.